



La piqure de rappel

N°11 - Mars 2025 - Trimestriel

Edito

BUDGET 2025 :

LE PS S'INVITE À LA TABLE DE BAYROU

Dans notre n°10 de la Piqure de Rappel, nous évoquions les raisons pour lesquelles, à l'unanimité, les députés du Nouveau Front Populaire appelaient à la censure du gouvernement Barnier. Le budget présenté par Michel Barnier comportait des mesures austéritaires d'une violence inouïe. Et c'est très logiquement que tous les députés l'ont censuré, conformément à l'engagement pris devant leurs électeurs lors des élections législatives de juillet 2024.

Cet engagement collectif des partis de gauche et de leurs élus autour des 150 propositions du programme du NFP est ce que l'on appelle en politique un mandat. Et un mandat cela se respecte entre les partis (PS, PC, EELV, FI), leurs députés et les électeurs. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Refusant de reconnaître ses défaites électorales et la victoire du NFP, Macron persiste dans son déni de démocratie et nomme François Bayrou à Matignon. L'on voit revenir sur le devant de la scène politique la vieille classe politique détestée, celle de Sarkozy ou de Hollande. On prend les mêmes, on joue aux chaises musicales : Valls le socialiste qui a réprimé les travailleurs en grève contre la loi travail en 2016 et a été balayé aux élections de Barcelone en Espagne en 2019 ; Borne, celle qui fit passer l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans à coups de 49.3 ; Rebsamen, ancien administrateur de Dexia alors qu'il était maire de Dijon, ancien ministre du travail de Hollande qui ne connaissait pas Ambroise Croizat, le fondateur de la Sécurité Sociale ; Lombard, l'ami d'Olivier Faure...

La gôôche responsable est de retour... pour sauver Bayrou et prolonger la fin de règne du président-monarque.

La vieille social-démocratie joue sur les deux tableaux : un pied dans le gouvernement, un pied dans l'opposition. Et cette fois-ci, la majorité du PS ne respectera pas le mandat qui lui a été confié par ses 40 000 adhérents et les 7 millions d'électeurs du NFP. Refusant le vote de la censure du budget de François Bayrou, le Parti Socialiste prend de fait la décision de se situer sur le terrain du soutien au gouvernement. Car en démocratie, et plus encore en régime parlementaire, le vote ou non du budget est ce qui détermine le soutien et la participation ou non à un gouvernement.

De fait, les députés EELV-PCF et France Insoumise ont respecté leur mandat : combattre l'austérité, mener une politique de rupture avec la politique que Macron mène depuis bientôt 8 ans, tout faire pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites.

Que l'on ne s'y trompe pas. Les pseudos-négociations du PS n'apporteront rien aux travailleurs de ce pays. De même, rien de positif pour les salariés ne sortira du conclave dans lequel Bayrou a enfermé certaines organisations syndicales.

Il faut oser rompre avec ce vieux monde. Les jeunes, les exploités, les femmes n'ont rien à attendre de ce gouvernement et de son budget, adopté pour la 25^{ème} fois à coups de 49.3, qui prévoit des milliards de coupe dans les dépenses publiques : -2,44 Mrd pour l'écologie, -1,08 Mrd pour l'enseignement supérieur et la recherche, -1,19 Mrd pour l'enseignement scolaire, -2,87 Mrd pour le ministère du travail, -3,8 Mrd pour la sécurité sociale, etc. Au total, ce sont 34 Mrd de coupes dans les dépenses publiques essentielles. Une véritable saignée, le budget le plus austéritaire depuis 25 ans.

Pour un budget de rupture, pour la démocratie, rejoignez la France Insoumise. Participez à nos réunions afin de construire avec vous et pour vous des listes pour les municipales de 2026. Parce qu'une société plus humaine et plus juste est possible !

Sommaire

P1 : Edito, Brèves.
P2 et P3 : politique, écologie, éducation
P4 Bayrou, GA Champagne sur Seine

En bref...

A l'occasion de notre Galette Républicaine, le rendez-vous annuel de notre Groupe d'Action, nous avons eu le plaisir de remettre la somme de 570 € au Secours Populaire de Champagne-sur-Seine. Cette somme sera utilisée pour venir en aide aux sinistrés de Mayotte, à qui Élisabeth Borne préfère tourner le dos...



Mais qu'a donc négocié le RN avec Macron, en échange de son abstention, pour laisser passer Richard Ferrand à la présidence du Conseil Constitutionnel ?

Le 22 mars 2025, partout dans le pays, des manifestations seront organisées contre le gouvernement Bayrou, l'extrême droite et ses idées dans le cadre de la journée internationale de lutte contre le racisme.

Sur Gaza, Trump a déclaré :
« Gaza sera sous administration de l'autorité américaine. Transférer 2 millions de Palestiniens de Gaza n'est pas une affaire difficile ». 100 Palestiniens ont été tués et 820 autres blessés dans des attaques israéliennes directes à Gaza depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 19 janvier.

Ont collaboré à ce numéro : Jean-Marc, Joyce, Benjamin, Guillaume, Yohann, Marc et Gérard. Pour recevoir La piqure de rappel, pour soutenir ou participer aux actions de La France Insoumise, transmettez votre courriel à : insoumisud77@gmail.com
Page Facebook : Insoumis Seine et Loing
Instagram : @lfi_msl

Politique : pour fêter la République, chacun sa part

Le mercredi 22 janvier 2025, les Insoumis de Moret ont organisé leur traditionnelle Galette Républicaine. Cette année, nous étions 72 à nous retrouver, un chiffre bien supérieur à l'an dernier. Cet événement a été l'occasion de regrouper sympathisants et militants qui, tout au long de cette année électorale, ont participé à nos activités : collages, distributions de tracts, 6 réunions publiques, tenues des bureaux de vote, etc. Ce fut aussi l'occasion de retrouver d'anciens camarades et de faire de nouvelles rencontres - notre organisation trouvant à l'échelon local comme au niveau national, un écho toujours plus grand dans la proximité avec la population. N'en déplaise à nos détracteurs...

Cette année, nous avons eu l'honneur d'accueillir une douzaine d'élus de Moret-Loing-et-Orvanne et de Varennes-sur-Seine.

Nous remercions tout particulièrement le maire de Varennes, José Ruiz, les maires délégués de Veneux, de Montarlot, et



d'Ecuelles ainsi que plusieurs autres conseillers municipaux de nos communes. Nous avons également eu le plaisir d'accueillir Arnaud Saint Martin, député de la France Insoumise de la première circonscription de Seine et Marne. Merci à eux de leur présence.

Cette année, nous avons profité de cette rencontre pour annoncer officiellement la volonté de notre mouvement de présenter partout où ce sera possible des candidats ou des listes LFI pour les élections municipales de 2026 (décision prise avant les cinq nouveaux 49.3 utilisés par Bayrou et non censurés par le PS). Ce sera le cas

à Moret-Loing-et-Orvanne, à Saint-Mammès, notamment. Notre objectif est d'accélérer l'implantation locale de la France Insoumise et ainsi de défendre la démocratie communale, premier échelon démocratique pour un pouvoir démocratique s'exerçant au plus près des besoins des habitants. C'est dans ce cadre que nous avons annoncé l'organisation d'une réunion publique

prévue le 5 avril 2025, sur le thème de l'éducation. Lors de cette réunion, nous avons également dressé un bilan de santé de notre groupe insoumis, un groupe qui se réunit tous les quinze jours, le mercredi soir. Nous vous invitons à nous rejoindre, afin de préparer, avec vous et pour vous, le combat politique contre la politique austéritaire du gouvernement et contre l'extrême droite.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous l'année prochaine pour notre prochaine galette annuelle, moment de partage et de convivialité qui s'inscrit désormais comme un rendez-vous local incontournable de notre organisation.

Écologie : Pollution du Loing, la sucrerie Ouvré entre difficultés économiques et catastrophes écologiques

Du désastre écologique à la fermeture de l'usine, la Sucrerie Ouvré, fondée en 1873 à 28 km de Moret, laisse derrière elle un bilan inquiétant pour l'environnement et l'économie locale.

Un bilan écologique désastreux

À la fin du mois d'octobre 2025, une catastrophe écologique a frappé le Loing : une importante quantité de poissons ont été retrouvés morts dans l'eau et le long de ses rives. La cause de cette pollution a été identifiée comme étant un déversement de saccharose - un sucre extrait de la betterave - par la sucrerie dans le fleuve. Ce déversement a provoqué la mort de 3 tonnes de poissons par manque d'oxygène, affectant sur 13 kilomètres la rivière et ses environs, notamment la ville de Nemours.

Un avenir pour les salariés?

Déjà mise sous pression par l'importation de sucre ukrainien

qui divise les prix par deux, la fermeture de l'usine va entraîner le licenciement de ses 109 employés.

Face à cette fermeture, une question cruciale se pose désormais : quel avenir attend les 109 salariés concernés ? Les salariés se retrouvent dans une situation d'incertitude profonde. Le PDG de la sucrerie, Julien Ouvré, a-t-il prévu un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), censé offrir une série de mesures pour accompagner les employés licenciés et faciliter leur reclassement dans d'autres secteurs d'activité ? Un tel dispositif permettrait aux salariés de bénéficier d'une aide financière, de formations professionnelles et d'un soutien dans leur recherche d'emploi. Tout cela bien sûr, financé par nos impôts.

Julien Ouvré a promis d'accompagner ses anciens collaborateurs dans cette démarche, mais ces promesses, bien que rassurantes sur le papier, restent à vérifier dans les faits. La réalité du

marché de l'emploi, particulièrement pour des profils spécifiques, n'est pas aussi simple.

Les habitants de Souppes-sur-Loing, directement touchés par cette annonce, expriment leurs vives inquiétudes. Ils redoutent la précarisation de ces travailleurs, dont la majorité aura du mal à retrouver un emploi stable dans un contexte économique déjà fragile. La fermeture de la sucrerie pourrait en effet aggraver la situation de nombreuses familles, avec des risques accrus de chômage de longue durée. Les efforts d'accompagnement proposés seront-ils suffisants pour éviter une marginalisation de ces salariés, déjà confrontés à des difficultés financières et sociales ?

La communauté locale se demande également quel impact cette vague de licenciements



aura sur l'économie de la ville et ses services, qui risquent de subir un choc supplémentaire en raison de cette perte d'emplois. Dans une petite ville comme Souppes-sur-Loing (5000 habitants), chaque emploi compte, et cette situation met en lumière la vulnérabilité des travailleurs face à la fragilité de certains secteurs industriels.

En effet, on peut constater la baisse constante de la production de betteraves sucrières en France ces dernières années (480 000 ha en 2017 contre 411 800 ha en 2024). Concrètement, 300 planteurs de betteraves (6000 ha) qui fournissaient l'usine de Souppes-sur-Loing, devront trouver de nouveaux prestataires.

Pollution de l'eau : Nonville face à Bridge Énergies

Entre enjeux environnementaux et tensions judiciaires, l'affaire des forages pétroliers à Nonville soulève des questions cruciales pour la qualité de l'eau et la santé des habitants.

L'histoire qui oppose la commune de Nonville (à 15 km de Moret) à la société pétrolière Bridge Énergies remonte à janvier 2024, suite à un accord discret donné par Elisabeth Borne, alors 1^{ère} ministre, qui a autorisé la préfecture à forer deux nouveaux puits de pétrole. Cette décision a immédiatement suscité l'opposition de la municipalité, soutenue par Eau de Paris et six associations écologistes.

L'extension des forages pétroliers à Nonville représente une politique risquée pour le département de la Seine-et-Marne, mettant en péril :

- La qualité de l'eau,
- La santé et le bien-être de ses habitants,
- La préservation de la biodiversité,
- Le respect des engagements climatiques issus des accords de Paris.

Actuellement, le tribunal administratif de Melun juge l'arrêté préfectoral comme illégal, bien qu'il prévoie de rendre sa décision définitive dans 10 mois, estimant que les irrégularités constatées pourraient être corrigées. Pour les habitants de Nonville, les associations et Eau de Paris, cette décision constitue une première victoire. Ils sont résolus à obtenir l'annulation complète de cet arrêté. En revanche, le président de Bridge Énergies considère que le tribunal leur a accordé un délai supplémentaire pour mettre en conformité leur étude environnementale, notamment en ce qui concerne la protection des espèces protégées.

Les conséquences potentielles de ces nouveaux forages sont lourdes : la crainte de contamination des deux captages d'eau situés à proximité du site, à Villeron et Villemer, qui fournissent en eau potable 180000 Parisiens et habitants de la Seine-et-Marne (dont celles et ceux de Moret-sur-Loing) est réelle.

Pour la France Insoumise, l'eau est un bien commun de l'humanité qui doit être préservé et sorti du marché.

C'est pourquoi nous sommes pour :

- Arrêter les activités dangereuses pour la santé et l'environnement et planifier la reconversion des travailleurs vers des secteurs d'activité utiles comme l'énergie, l'assainissement et la gestion des déchets.
- Inscrire l'eau comme bien commun et la protection de l'ensemble de son cycle, y compris les nappes phréatiques, dans la Constitution.
- Créer des régies municipales de l'eau en redonnant aux communes le rôle de cellule de base de la démocratie locale, permettre leur libre association et impliquer pleinement les usagers dans les décisions et la mise en œuvre des investissements de la planification écologique.



Toutes ces mesures sont consultables sur le programme «L'Avenir en Commun, 2025» présenté par La France Insoumise.

Éducation : fermetures de classes dans la circonscription

Le jeudi 30 janvier 2025, l'Éducation Nationale a publié ses décisions d'ouvertures et de fermetures de classes (ce sont les mesures de carte scolaire). Dans tout le département, comme dans toute la France, pour les écoles maternelles et élémentaires, on assiste à une véritable saignée.

En Seine-et-Marne, sont prévues 113 ouvertures pour 204 fermetures ! 91 postes en moins !

Notre territoire est particulièrement touché. Concrètement, cela se traduit dans notre circonscription par les mesures suivantes :

2 fermetures à l'école maternelle Robert Lesourd de Bois-le Roi ; 1 fermeture à l'école élémentaire Henri Maugé de Champagne-sur-Seine ; 1 fermeture à l'école maternelle du Donjon et 1 fermeture élémentaire des Columières à Moret-sur-Loing ; 1 fermeture à l'école élémentaire Alexandre Chevrier de Veneux-les-Sablons (contre 1 ouverture en maternelle) ; 1 fermeture à l'école maternelle Camille Daubin (Au fil de l'eau) de Saint-Mammès (contre 1 ouverture en élémentaire à Henri Geoffroy) ; 1 fusion d'école à Thomery entre les écoles Alexandre Huet et Rose Charmeux, entraînant la suppression d'un poste de



directeur ; 1 fermeture à l'école primaire Michel Legrand à Vernou-la-Celle-sur-Seine.

L'argument avancé par le ministère, c'est-à-dire la baisse démographique, aurait pu être l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement et de faire baisser le nombre d'élèves par classe. C'est l'inverse qui va se passer. Le gouvernement décide à nouveau de faire des économies sur le dos de la jeunesse, comme il décide de faire des économies sur l'hôpital, sur les agences de l'état, sur les retraités, etc.

Les Insoumis se tiennent aux côtés des parents, de leurs fédérations et des élus qui refusent ce budget d'austérité, qui refusent les fermetures de classe, les fusions d'écoles. Nous manifesterons partout où cela sera décidé aux côtés des enseignants avec leurs organisations syndicales et des parents d'élèves pour combattre ces mesures comme dans l'Yonne, ou en Haute-Loire, où la résistance aux fermetures s'est répandue comme une traînée de poudre (opération école morte, occupation d'écoles, grèves...) et où des dizaines de fermetures ont été annulées par l'administration en quelques jours face à la mobilisation.

Que s'est-il passé au lycée catholique de Notre Dame de Betharram dans le Béarn ? Bayrou ment... à l'Assemblée Nationale

Cet établissement catholique sous contrat accueille 520 élèves de la maternelle au lycée. De 1960 à 2011, 112 plaintes ont été déposées pour violences physiques et sexuelles, sur des garçons âgés de 8 à 13 ans. Un groupe facebook s'est constitué : 1500 membres dénoncent un scandale qui implique 26 adultes dont 10 religieux. Des liens existent et tous les témoignages médiatiques concordent :

- Archives, presse (Médiapart depuis le 3/02/2025 et le journal La Croix du 16/02/2025),

- Témoignage du juge Christian Mirande qui rencontre François Bayrou en 1998 (BFM, 14/02) ou de l'ancien gendarme Alain Hontang chargé de l'enquête (TF1, 16/02). Merci à Paul Vannier, député LFI-NFP, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation dans laquelle siègent tous les partis politiques, d'avoir dit la vérité le 12/02/2025 à l'Assemblée Nationale : LR, Macronistes, RN n'ont rien dit. Merci à Paul Vannier

d'avoir demandé une enquête au rectorat concerné sur cet établissement pour défendre toutes ces victimes et leurs familles.

Lorsque l'on sait qu'en 2024, sur 7000 établissements privés, seulement 5 ont été contrôlés (Le Monde, 3 avril 2024), on peut se poser la question de savoir quels seront les prochains établissements contrôlés, leur nombre et quand.

N'est-il pas temps de s'interroger aussi sur le financement public des écoles privées ? Sur notre commune, l'école privée sous contrat « Notre Dame de l'Espérance » a reçu cette année 120 300 euros versés par la commune, soit autant qu'un tiers du budget de la caisse d'action sociale de la commune.

Quant à Bayrou, qui a toujours eu une forme de complaisance pour Betharram, il est atteint du syndrome Cahuzac.

Qu'il démissionne et Dieu lui pardonnera.



CHAMPAGNE SUR SEINE
LANCE SON GROUPE D'ACTION

★ Envie de t'engager pour un monde meilleur ? ★

Rejoins le Groupe d'Action de Champagne-sur-Seine et agis concrètement pour faire bouger les choses !

💡 Avec nous, tu pourras :

- ✓ Participer activement aux élections 🗳️
- ✓ Rédiger des articles pour un journal local 📝
- ✓ Organiser des cafés-débats ☕
- ✓ Mettre en place des collectes solidaires 🤝
- ✓ Proposer et concrétiser tes propres idées d'action 💡

Rendez-vous chaque 1^{er} mercredi du mois

REJOINS-NOUS DÈS MAINTENANT ==>



Vous avez envie de vous impliquer ? rejoignez-nous !

Nous vous sollicitons pour préparer ensemble le changement et l'avenir de notre commune. Notre priorité : un problème, une solution, une décision partagée et largement diffusée. Ensemble nous serons les acteurs et décideurs en activant la démocratie participative.

Finis les conseils municipaux avec 4 ou 5 participants. Tous les sujets sont ouverts et chacune, chacun peut apporter sa contribution.

Nous vous demandons de nous accompagner dans cette aventure collective accessible à tous.

Dans la période politique que nous traversons, inquiétudes, inégalités, colères... Regroupons nous autour d'aspirations qui nous sont communes. L'engagement citoyens devient une nécessité pour changer notre quotidien dans la commune.

Notre objectif reste avant tout de répondre à la demande de la population pour un renouveau vraiment politique, social et écologique, en réduisant la distance entre les représentants et les représentés.

Pour ce faire, il vous suffit de décider par vous-mêmes du niveau de votre engagement en répondant au questionnaire en flashant le QR code ci-contre.

Nous comptons sur vous :

La commune PAR et POUR VOUS.



A VOS AGENDAS

**Samedi 5 Avril
à 19 heures**

RÉUNION PUBLIQUE

**Quelle école pour nos enfants ?
Venez débattre et apportez vos propositions,
un programme pour les élections
municipales 2026.**

Salle Jean Mermoz, 11 rue Georges Villette 77250 Ecuelles.